



RÉPONSE D'HESPUL À LA CONSULTATION DE LA CRE N°2023-04

Consultation publique de avril 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie

21/05/2024

QUI SOMMES-NOUS ?

Hespul est une association à but non-lucratif dont l'un des objets et métiers spécifiques est la promotion de la filière photovoltaïque raccordée au réseau que nous avons introduite pour la première fois en France dès 1992, puis activement contribué à développer à travers notamment de nombreux programmes de démonstration de l'Union Européenne.

Hespul participe au comité de concertation des producteurs et des opérateurs de stockage (CCPS) depuis sa création pour y représenter les producteurs photovoltaïques non-professionnels et entretient une relation constante avec ces producteurs et leurs mandataires à travers son centre ressources sur le photovoltaïque.

Remarque générale

Nous saluons la volonté de la CRE de s'engager dans une perspective de réduction des coûts et des délais de raccordement dans un contexte d'évolution du système électrique en se penchant sur l'utilisation optimale des capacités du réseau. Nous saluons à la même occasion les gestionnaires de réseau d'avoir affecté les capacités du réseau non « utilisées » d'une manière intelligente.

S'il est toutefois important d'optimiser les coûts d'investissement sur le réseau et par ricochet réduire les coûts du TURPE pour les utilisateurs, nous ne comprenons pas cependant comment une telle optimisation dans l'affectation des capacités pourrait réduire les coûts et délais de raccordement sachant que dans le cadre actuel, ces capacités « inutilisées » sont déjà réaffectées par les gestionnaires de réseau.

Nous nous interrogeons aussi sur la manière dont les coûts de raccordement sont facturés à l'utilisateur qui bénéficie de la capacité « inutilisée ». Y-a-t-il un coût supporté par l'utilisateur même dans le cas où des travaux d'extension ne seraient pas réalisés ?

Du moment où les capacités « inutilisées » ne peuvent être déployées que dans un réseau existant, les coûts qui pourraient être induits en cas de réclamation de la capacité initiale par son demandeur seront de toute façon pris en charge par le TURPE et les coûts des travaux d'un nouveau raccordement sur le même réseau en cas de saturation de celui-ci seraient au même titre pris en charge par le TURPE. Nous ne voyons donc pas d'enjeux financiers à ce niveau là.

Pourriez-vous clarifier les enjeux techniques et financiers d'une telle démarche ?